

somme représente beaucoup d'argent pour une province comme le Manitoba.

Voyons quel est le message qui ressort des compressions budgétaires qu'impose le gouvernement dans le secteur de la santé. Que doivent en déduire les personnes âgées et les malades? Bien évidemment que les soins de santé seront désormais plus coûteux et aléatoires. Le système ne bénéficie manifestement plus d'autant de subventions et il est en train de se détériorer. On attend de plus en plus longtemps pour se faire opérer ou pour avoir des services qu'on avait l'habitude d'obtenir promptement.

Comment le gouvernement peut-il s'attendre à ce que je dise quoi que ce soit de positif au sujet d'un budget qui s'en prend à deux programmes absolument essentiels au bien-être de notre pays, soit les soins de santé et l'enseignement? Je ne peux dire ni ne dirai quoi que ce soit de positif à son sujet, car non seulement le gouvernement se montre malhonnête à l'endroit des Canadiens, mais il les trahit.

Je me permets de signaler aussi que le gouvernement a exploité avec un certain succès l'idée que son budget ne prévoit aucun nouvel impôt. Si nous n'étions pas au Parlement, je dirais que c'est là un mensonge éhonté. Je dois dire que c'est faux.

Allez demander aux Canadiens s'ils s'attendent à payer davantage d'impôts par suite de ce budget! Demandez-leur si la taxe sur les produits et services qui est censée entrer en vigueur en janvier 1991 ne constitue pas un nouvel impôt qui sera perçu au cours de la présente année budgétaire! Demandez-leur si la réduction des paiements de transfert au titre de la santé, de l'enseignement et d'un certain nombre d'autres secteurs ne va pas nécessiter une hausse des impôts provinciaux et municipaux et jusqu'au versement d'une aide additionnelle à des particuliers! Allez-y! Demandez-leur!

Bien sûr, il n'a même pas encore été question de l'indexation partielle de l'impôt sur le revenu. L'indexation de mon revenu ne suivra pas la hausse de l'inflation, ni d'ailleurs la catégorie salariale sur laquelle je suis imposé. On va payer plus d'impôts parce que le gouvernement n'a pas pris le temps de modifier l'indexation de façon à soulager de nombreux Canadiens qui, comme moi, ont besoin d'une aide de ce genre.

Le gouvernement exagère encore lorsqu'il laisse entendre que les paiements de transfert vont croître avec la population. Ce n'est pas vrai. Ce sont les transferts d'impôt qui vont croître de cette façon, et je cite ici un

Le budget

rapport que j'ai reçu: «Le ministre se flatte d'avoir accru les paiements de transfert, mais c'est en fait le fardeau fiscal provincial qui s'est alourdi, alors que la participation financière fédérale a diminué. Les paiements de transfert au titre de l'enseignement postsecondaire ont baissé au total de 54 millions de dollars.» Telle est la vérité.

[Français]

Monsieur le Président, le Budget reflète les priorités et les valeurs de ce gouvernement. Un Budget reflète toujours les priorités d'un individu, d'un organisme ou d'un gouvernement.

Si on regarde la croissance de certains budgets, dans le domaine de la défense, 5 p. 100, dans le domaine du service de la sécurité, 20 p. 100. Les coupures dans le domaine de la santé, de l'éducation, les gens d'un certain âge, les gens qui ont besoin d'aide, les jeunes qui veulent se bâtir un avenir prometteur. . . Lorsqu'on nous dit qu'il n'y a pas de nouvelles taxes, c'est faux, car la taxe sur les produits et les services est une nouvelle taxe. Il y a une indexation partielle sur un nombre de programmes qui indique clairement qu'on paiera beaucoup plus de taxes, de nouvelles taxes, sur des mesures qui sont déjà en place. Il y aura des transferts aux provinces, aux municipalités et aux individus.

Il est malheureux que le gouvernement ait choisi de prétendre qu'il n'y aurait pas de nouvelles taxes, de prétendre qu'ils ont été justes du point de vue de la croissance qu'ils ont accordé à certains ministères, parce qu'ils ont été extrêmement injustes dans de nombreux domaines tels la santé, l'éducation, dans les programmes pour appuyer les femmes, les autochtones, les groupes multiculturels, etc.

[Traduction]

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention les observations de mon collègue. En s'opposant au budget, il se joint à la légion de Canadiens outrés qui mettent en doute son bien-fondé dans certains secteurs. J'ai remarqué que mon ami n'avait pas mentionné quelque chose de très important pour le gouvernement, à savoir la taxe sur les produits et services à laquelle nous nous opposons tous.

Je veux simplement demander à mon collègue de faire une mise au point. Quelle est la position du Parti libéral au sujet de la taxe sur les produits et services? La rejette-t-il en principe ou s'y oppose-t-il juste pour le moment en espérant avoir plus tard la chance d'en profiter?